Des normes sociales pour les déplacements de population causés par les grands barrages. France, XX^e siècle

L'exemple des barrages de Tignes et Serre-Ponçon dans les Alpes et les
barrages de L'Aigle et Bort-les-Orgues dans la Haute-Dordogne

Armelle Faure

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/385>

DOI : 10.4000/rga.385

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Social norms for population displacements caused by large dams France, 20th century - URL : <https://journals.openedition.org/rga/393> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2008

Pagination : 15-28

ISBN : 978-2-200-92500-0

ISSN : 0035-1121

Référence électronique

Armelle Faure, « Des normes sociales pour les déplacements de population causés par les grands barrages. France, XX^e siècle », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 96-1 | 2008, mis en ligne le 03 mars 2009, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/385> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.385>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Des normes sociales pour les déplacements de population causés par les grands barrages. France, XX^e siècle

L'exemple des barrages de Tignes et Serre-Ponçon dans les Alpes et les barrages de L'Aigle et Bort-les-Orgues dans la Haute-Dordogne

Armelle Faure

- 1 Les déplacements forcés causés par les grands barrages préoccupent les anthropologues et les sociologues qui accompagnent le développement à l'échelle internationale. Les travaux de Brokensha (1963) et ceux de Chambers (1970) sur le Barrage d'Akosombo au Ghana ont été les pionniers. Scudder met à la disposition de la recherche internationale l'analyse et le suivi des impacts sociaux du barrage de Kariba, en Zambie, depuis les années 1960 (Scudder, 1962 et 2005). Les organisations internationales ont cherché à réduire les effets négatifs des barrages sur les populations, en amont comme en aval des bassins versants. Les normes imposées aujourd'hui par la Banque Mondiale et la Banque Asiatique de Développement s'appuient sur les récents travaux de la Commission Mondiale des Barrages (WCD, 2000). Pendant une dizaine d'années, la Banque Mondiale a réduit ses investissements sur la construction des grands barrages, en refusant par exemple de participer au financement du barrage des Trois Gorges en Chine. Actuellement, les financements des grands aménagements hydrauliques reprennent.
- 2 La France a réalisé de nombreux barrages avant, pendant, et après la seconde guerre mondiale, pour faire face aux besoins énergétiques croissants et fournir des infrastructures capables de répondre aux besoins de modernisation du pays. Ils offrent des ouvrages techniquement et esthétiquement remarquables. Ils sont la fierté de grands ingénieurs du corps des Ponts et Chaussées au XX^e siècle et fournissent une énergie « de pointe » qui complète celle des centrales thermiques et nucléaires. Qu'en est-il du point de vue humain ? Les populations locales ont-elles été impliquées dans la

construction de ces ouvrages ambitieux ? Comment se sont déroulées les expropriations foncières ? Le patrimoine culturel et religieux a-t-il été pris en compte ? En un mot, les normes actuelles que les organisations internationales imposent aux entreprises et aux États emprunteurs ont-elles été suivies à l'époque ?

- 3 L'histoire de la construction des grands barrages en France vue par les populations locales, avec l'appui des sciences sociales, est récente. Elle est encore très partielle (essentiellement les barrages de Tignes, Serre-Ponçon et les barrages de la Dordogne) bien que les barrages soient devenus des lieux de mémoire, selon l'expression de Nora¹. Les témoins de l'époque l'encouragent, par leurs pèlerinages à l'occasion de la vidange des ouvrages, par la transmission de photos et d'anecdotes de la génération des grands-parents à celles des petits-enfants. Cette expérience française offre des qualités comparatives heuristiques, en montrant que certaines erreurs de l'époque ne devraient plus se répéter, lorsque les normes internationales environnementales et sociales sont respectées.
- 4 Conformément aux normes actuelles sur les déplacements de populations, cette analyse sociale reprend les éléments suivants : la communication et la participation du public aux décisions ; les infrastructures et le rétablissement des voies de communication ; la reconstruction des bâtiments municipaux et communautaires ; l'expropriation des logements et des exploitations agricoles ; l'héritage culturel et sacré.
- 5 Cette analyse utilise les travaux de Bodon (1997) et Varaschin (2001) sur les barrages Alpins, particulièrement l'étude minutieuse de l'historienne Bodon dans sa thèse comparant les expériences de Tignes et de Serre-Ponçon. Pour la Vallée de la Dordogne, l'auteur utilise ses propres recherches, menées pendant sept années sur l'impact environnemental et social des cinq grands barrages situés entre les rives du Cantal et de la Corrèze (Bortles-Orgues, Marèges, l'Aigle, le Chastang et le Sablier d'Argentat). La comparaison avec la situation contemporaine est opérée par sa thèse sur le barrage de Bagré au Burkina Faso, menée sur le terrain entre 1983 et 1989 (Faure, 1996), les études professionnelles de l'auteur pour la Banque Mondiale, dans une douzaine de pays d'Afrique sub-saharienne et d'Asie. Ces expériences sont analysées dans le Rapport d'Habilitation à Diriger les Recherches intitulé « Anthropologie des grands barrages et des infrastructures. Vingt ans d'expérience d'une anthropologue française » (Faure, en préparation). Ces études appliquent les normes et politiques internationales pour les projets d'infrastructures (les directives sont disponibles sur le site internet www.worldbank.org, voir « Involuntary Resettlement Policies »). Les travaux de la World Commission on Dams déjà cités et ceux des anthropologues Scudder (2005) et Cernea (1985, 1989, 2000, 2001) sur les déplacements forcés complètent cet appareil critique.

Communication et participation du public aux décisions

- 6 Cet élément est aujourd'hui prioritaire lorsqu'il s'agit de déplacer des populations installées dans la cuvette d'un futur barrage. Une bonne communication avec les populations potentiellement affectées par la construction d'une infrastructure est primordiale. Elle évite des retards dans la livraison d'un ouvrage. Elle limite les réactions négatives pendant la phase d'expropriation et de déplacement. Elle évite également des sentiments de frustration qui sont ressentis ensuite par les générations

suivantes, comme le montrent les entretiens menés à Bort-les-Orgues et à Tignes. Elle donne à un barrage une identité positive d'un point de vue humain.

- 7 Les très longs délais entre les premières études et le démarrage des travaux, qui s'étendent pour les cas des barrages de l'Aigle et de Tignes depuis les années 1930 jusqu'à la guerre, avec tous les ralentissements et incertitudes que celle-ci implique, rendent les populations sceptiques sur la réalité de l'inondation de leur vallée, ce qui renforce la phase de déni chez les futurs expropriés. En outre, les autorités ne sont pas appelées par les institutions à s'intéresser au sort des populations locales, bien au contraire. Bodon décrit minutieusement les modes de communications utilisés par les Ponts et Chaussées avant et après la guerre, pour faire accepter la construction d'un barrage localement (Bodon, 1997, p. 151-221). La stratégie peut-être résumée ainsi : « Les contacts personnels consistent à obtenir des soutiens locaux auprès des députés et conseillers généraux » (p. 161). Il n'y a pas de véritable politique de concertation, et cette lacune se poursuit après la création d'EDF en 1946. Il s'agit de ce qu'on appelle les décisions « top-down », par opposition aux démarches « bottom-up » ou participatives développées dans les années 1990.
- 8 Les enquêtes d'utilité publique sont ouvertes à l'échelle de chaque commune et les populations peuvent exprimer leurs avis. Ces documents sont disponibles aux Archives Départementales. Pour ces quatre barrages, on observe que les questions les plus fréquentes traitent des expropriations, du rétablissement des voies de communication pour garantir le désenclavement, et parfois de la justification même du barrage (ce dernier point à Tignes, où 77 interventions écrites vont jusqu'à nier le bien-fondé juridique de l'opération, Bodon, p. 229). Il n'y a pas de vrai dialogue instauré par une organisation institutionnelle afin de permettre au public de participer aux décisions. Celle-ci serait aujourd'hui obligatoire. On observe néanmoins que certains préfets prennent le relais des élus ou des notables qui reflètent l'opinion de ces populations. C'est le cas à Bort-les-Orgues, beaucoup moins à Tignes.

Infrastructures et rétablissement des voies de communication

- 9 L'une des priorités exprimées par les populations locales est le rétablissement des voies de communication. Les barrages de Bort-les-Orgues et Serre-Ponçon ont profondément remodelé les axes de circulation des hommes et des produits, à cause de la longueur de leurs lacs (21 km pour 1 073 ha inondés par le lac de Bort ; le lac de Serre-Ponçon s'étend sur 19 km dans la vallée de la Durance et 9 km dans la vallée de l'Ubaye, il couvre 2825 ha). Le lac de Serre-Ponçon a submergé la voie ferrée Gap-Briançon sur 14 kilomètres, ainsi que 60 kilomètres de routes et chemins.
- 10 Pour la vallée de Bort, la suppression de la voie de chemin de fer, au fond de la vallée, a été dramatique pour l'arrière-pays auvergnat. Dès 1942, dix ans avant la mise en eau, le Rapport du Préfet de Corrèze attire l'attention du Gouvernement Provisoire sur les perturbations d'ordre économique que causera la suppression inévitable du tronçon de voie ferrée Aurillac-Paris et Béziers-Paris. « 94 communes réparties sur 3 départements perdraient ainsi l'indispensable débouché du marché parisien et se verraient condamnées à l'asphyxie ». Les maires et les habitants des communes concernées, en Corrèze comme dans le Cantal, ont organisé de nombreuses protestations et des

manifestations pour le rétablissement de la voie ferrée Bort-Eygurande en 1946 et 1947. Les habitants de la vallée rappellent le dernier passage du train en mai 1950, dont plusieurs maires conservent la photographie dans leur bureau. Les habitants actuels, qui ont été privés de l'accès ferroviaire à Paris, conservent une rancœur certaine envers EDF à ce sujet. Ils rappellent, au cours des enquêtes, que cette affaire est toujours en recours au Conseil d'État et ils considèrent que c'est la raison pour laquelle le Barrage de Bort n'a jamais été inauguré officiellement (Faure, sous presse a et b).

- 11 Les habitants de Tignes ont obtenu le désenclavement des hameaux non submergés, ce qui est une mince consolation pour eux, dont la majorité quitte la vallée au moment de la mise en eau du lac du Chevril, à cause de la perte irréparable des pâturages nécessaires à leurs activités d'éleveurs.
- 12 Le rétablissement de la voie ferrée de Chorges à Ubaye est réclamé par les habitants d'Ubaye, une commune menacée de submersion par le Lac de Serre-Ponçon. Ce rétablissement est la condition de leur survie, car avant sa construction et celle de la route départementale D 900, la vallée de l'Ubaye était une des régions les plus isolées de France, avec des cols d'accès enneigés tout l'hiver. Des manifestations sont lancées pour la reconstruction de la voie Chorges-Espinasses en avril 1957 et l'association des maires des Hautes-Alpes organise une grève administrative en septembre 1959. L'absence de restauration de cette voie ferrée entraîne la condamnation d'Ubaye, car les habitants renoncent à faire déplacer leur village, sachant qu'ils perdent leur ouverture économique. Ils reprennent le chemin de l'émigration, qui avait été suspendue le temps de l'existence de cette voie de communication. En revanche, les habitants de Savines obtiennent la construction d'une gare établissant une liaison Chorges-Savines et, surtout, la construction d'un viaduc de plus de 900 mètres pour rejoindre la Route Nationale de Gap à Briançon (Bodon, 1997, p. 354 à 359).
- 13 Les ponts ont été en majorité reconstruits en France et les digues des barrages sont utilisées pour la circulation. Mais les voies de chemin de fer n'ont pas été reconstruites, ce qui a causé localement un tort énorme. Les autorités ont trop exclusivement parié sur le transport routier, qui a mis du temps à prendre le relais. Actuellement, au niveau mondial, le rétablissement des voies de communication et la construction d'infrastructures de désenclavement font partie des postes budgétaires les plus importants des Plans d'Action et de Réinstallation. Ils permettent de réduire les risques d'appauvrissement causés par les grands aménagements (Scudder, 2005, p. 129). Les politiques internationales devraient plus insister sur le rétablissement des voies de communication. Elles ne le font pas assez actuellement.

La reconstruction des bâtiments municipaux et communautaires

- 14 La reconstruction des bâtiments municipaux et communautaires était décidée d'emblée par l'industriel, qui prévoyait pour chaque site déplacé de reconstruire les bâtiments de la Mairie, de l'école et le bureau de Poste. S'y est ajouté, pour chaque site, le cimetière avec le déplacement des défunts dans un lieu choisi par chaque famille, accompagné de la construction d'une nouvelle chapelle (Ubaye et Port-Dieu) ou de la reconstruction d'une église détruite (Savines et Tignes).

- 15 Les difficultés sévères rencontrées à Tignes à l'occasion des transferts municipaux n'ont pas eu pour cause le refus de reconstruire ces bâtiments. Elles sont plutôt liées au défaut de planification de l'ensemble des questions concernant le traitement des populations installées dans les cuvettes des futurs lacs, en particulier pour les indemnités d'expropriations et la reconstruction des communes englouties.
- 16 D'après les règlements de l'époque, le transfert administratif du chef-lieu doit se faire avant la disparition du site précédent. Donc le choix de son emplacement doit être connu suffisamment tôt pour que les habitants puissent y reconstruire avant d'abandonner leur résidence expropriée (Bodon, 1997, p. 353). Il n'y a qu'à Savines que les habitants ont pu savoir à l'avance où se déplacer. La question du site de réinstallation est restée incertaine pour Tignes et la vallée de Bort, obligeant les uns à rester sur place pour se battre dans l'incertitude, et les autres à quitter la vallée. Le défaut de communication souligné au début de cet article s'associe à cette façon de traiter les habitants comme des sujets de seconde importance relativement à l'enjeu de l'ouvrage à construire.
- 17 C'est ainsi que les habitants déplacés (il vaudrait mieux dire « chassés ») par la construction du barrage de l'Aigle, du village de Nauzenac, de Saint-Projet et des hameaux de Vernejoux, Lanau, Aynes, La Ferrière, le Moulinot et la Graffouillère n'ont reçu aucune proposition d'un nouveau quartier qui aurait pu être reconstruit. Pourtant, il y avait une école et une église bien vivantes à Nauzenac. Mis à part les matériaux (portes et fenêtres) que les habitants ont récupérés, tout est englouti à la montée des eaux. Les opérations de vidange font l'objet d'un véritable pèlerinage où l'on vient voir réapparaître les différents éléments du monastère de Saint-Projet, et le village de Nauzenac presque intact quelques kilomètres à l'aval (Faure, sous-pression a et b).
- 18 La situation est assez identique, quinze ans plus tard à Ubaye. Ubaye est un village de 133 habitants, avec une dizaine de commerces, qui ne se prononcent quasiment pas dans l'enquête d'utilité publique de 1952. La seule réaction a déjà été notée : le rétablissement des voies de communication noyées par la retenue. En septembre 1955, les biens communaux d'Ubaye sont vendus à EDF. Le produit de la vente des biens communaux, non compris dans la zone d'expropriation, est partagé entre les habitants. Le village d'Ubaye est détruit en juillet 1959, l'année du début de la mise en eau du barrage de Serre-Ponçon (Bodon, p. 285).
- 19 Des oratoires sont construits par les chrétiens au-dessus des lacs artificiels, dans la vallée de la Dordogne et dans celle d'Ubaye. Chaque année, le 22 juillet, jour du culte de Sainte Marie-Madeleine, les anciens Ubayens et un groupe de Corréziens, les uns dans le Massif central et les autres dans les Alpes, vont en procession prier sur ces nouveaux lieux de culte, en mémoire de la vie disparue de ces villages engloutis par les barrages de l'Aigle et de Serre-Ponçon.
- 20 Pour le barrage de Bort-les-Orgues, la reconstruction de la commune de Port-Dieu s'est faite grâce à l'opiniâtreté de ses anciens habitants, comme en témoigne la longue correspondance entre le Conseil Municipal et EDF, et ses nombreuses menaces de présenter au Préfet une démission collective. Leur insistance provoque la constitution d'une Commission Interministérielle sur les modalités du remembrement administratif de la commune de Port-Dieu, en août 1948. Mais la déclaration officielle de la création de la nouvelle commune de Port-Dieu à Confolent vient trop tard, en 1950. Beaucoup d'habitants sont déjà partis ailleurs, notamment à Ussel à une trentaine de kilomètres

sur le plateau corrèzien, pour trouver un logement pas trop éloigné de leur vallée bien-aimée. Les 120 habitants attendus par le Conseil Municipal se trouvent réduits à une quarantaine, alors que plus de 450 personnes quittent la vallée de Bort. EDF accepte de construire une chapelle pour Confolent-Port-Dieu en avril 1949, et les opérations d'exhumation et de réinhumation sont organisées. Le maire de Confolent-Port-Dieu, qui était âgé de 16 ans à l'époque, décrit le déroulement des événements, effectués en chars à bœufs, en ce lendemain de guerre mondiale où l'on ne trouvait ni camion, ni tracteur. (Faure, sous presse a et b).

- 21 À Tignes, le transfert du contenu des bâtiments municipaux et communautaires se fait par la force. Les habitants se heurtent à la même difficulté que les Bortois de savoir où sera reconstruit le chef-lieu de la commune. Pour eux l'enjeu est beaucoup plus sévère, car il s'agit du déracinement de tout un mode de vie en haute montagne, sans aucune alternative pour retrouver une situation équivalente. Il y a deux possibilités pour Tignes, reconstruire soit au Hameau des Boisses, soit dans les alpages. La première solution permettra aux habitants de rester à proximité de l'ancien village, ou plus exactement sur le coteau situé au-dessus du Lac du Chevril constitué par la création du grand barrage. La deuxième solution fait un pari sur l'avenir, en misant sur le développement du tourisme, surtout des sports d'hiver, comme cela s'est réalisé pour leurs voisins de Val d'Isère. Le village serait déplacé à sept ou huit kilomètres, sur le plateau des alpages. Quel que soit le lieu choisi, le départ de la vallée fertile et de ses activités de production signe la fin de l'exploitation pastorale qui faisait vivre la plupart des habitants. L'activité bi-saisonnière alternant l'élevage au foin dans la vallée pendant l'hiver avec la transhumance d'été dans les alpages est définitivement détruite par le futur lac du Chevril. Les aînés craignent aussi la dispersion de la communauté qui s'ensuivra (Varaschin, 2001, p. 151). La perte de la vie communautaire engendre, pour la personne qui est déplacée dans une perspective de dispersion (par opposition à celle qui peut s'installer dans un quartier ou un village reconstruit), la perte de son statut et de son identité culturelle dans la nouvelle société où elle va s'installer. La marginalisation causée par cette forme de déplacement est un sujet sensible pour les anthropologues qui recommandent de déplacer les populations ensemble (Scudder, 2005, p. 71 ; Cernea, 2000, point 4 du modèle IRR). Cette perspective de dispersion, difficilement acceptable par la majorité des habitants de Tignes, favorise le déni de la réalité de la submersion prochaine. La résistance des habitants est renforcée par l'incohérence et le manque de transparence de la gestion des expropriations foncières. Au moment de la mise en eau, une bonne partie des expropriés n'a toujours pas touché ses indemnités et ne sait pas où aller.
- 22 L'annonce de la reconstruction du chef-lieu est tardive. Seulement quelques mois ont séparé la décision administrative de reconstruction aux Boisses et la mise en eau annoncée. Une série de problèmes surviennent, témoignant du malaise ou de l'exaspération des Tignards : le transfert des archives se fait sous la menace d'un bataillon de CRS, en présence du préfet et du sous-préfet (Bodon, 1997, p. 364). Le transfert des tombes devient une question très sensible, et ne s'achève que plusieurs jours après le début de la mise en eau (Varaschin, 2001, p. 207). L'évacuation des familles se poursuit plus d'une semaine après. Évidemment, Tignes est un exemple social négatif des déplacements occasionnés par les grandes infrastructures.
- 23 Comparativement aux exemples précédents, on remarque que la reconstruction des bâtiments municipaux et communautaires de Savines, tout comme les expropriations

des maisons, des bâtiments et du foncier, est fait selon des normes qui seraient acceptables actuellement, à quelques réserves près (l'absence de suivi des populations déplacées). Près d'un millier de personnes doivent être déplacées, ce qui correspond à trois fois plus que la population du village de Tignes, mais EDF et l'administration ont tiré parti des erreurs antérieures. Le Conseil municipal prépare à l'avance la reconstruction du chef-lieu, le déplacement des bâtiments communautaires, et la création d'une zone industrielle cherchant à assurer le renouveau économique de la commune (Bodon, p. 230). Le transfert du cimetière est décidé deux années avant la mise en eau du barrage de Serre-Ponçon. Le dynamitage de l'église de Savines est effectué le 3 mai 1961 comme en témoignent les photos de presse, l'une d'entre elles montre le curé en train de récupérer la croix dans les décombres.

- 24 En outre, les élus initient une innovation majeure, celle de la construction d'un lotissement permettant aux populations expropriées d'être relogées ensemble, dans un nouveau quartier. Ce perfectionnement, auquel s'ajoute le traitement plus avantageux, équitable et transparent des indemnités individuelles, améliore grandement la formule du « déplacement involontaire » à la française.
- 25 Les conditions d'accueil de la population expropriée sont remplies avant la mise en eau, qui commence en décembre 1959. Des conditions similaires se retrouvent à Salles-sur-Verdon, où deux lots viabilisés sont proposés par les services départementaux et la mairie aux populations expropriées par le barrage de Sainte-Croix, entre 1971 et 1974. Bien que la transparence de l'opération soit encore contestée aujourd'hui, ceux qui ont acheté ces lots ont pu constituer un patrimoine immobilier de qualité, profitant de taux favorables des crédits à ce moment².

Expropriations : les logements, les exploitations agricoles et les activités

- 26 Selon les normes internationales actuelles, l'expropriation est une opération qui consiste à identifier les différents types de droits fonciers, en droit formel et non formel (l'absence de titre légal n'est pas un obstacle aux compensations et à l'assistance), et à les dédommager d'une façon concertée, équitable et transparente, avant le démarrage des travaux. On opère par des transferts sur d'autres terres, le plus proche possible des exploitations antérieures et de qualité équivalente, de préférence à l'octroi d'une compensation financière lorsque les communautés sont dépendantes du capital naturel. Les logements et bâtiments privés sont remplacés et autant que possible améliorés. Les agences aident au transport et/ou fournissent une indemnité financière aux ménages. Les moyens d'existence des personnes déplacées doivent être soutenus pendant un certain nombre d'années, pour que leur avenir économique soit au minimum celui d'avant le projet (politiques de la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Asiatique de Développement).
- 27 Chronologiquement, on remarque que la situation des expropriés s'est nettement améliorée dans la Vallée de la Dordogne, entre le désarroi des premiers déplacements forcés entamés dans les années 1930 par le barrage de l'Aigle, au début des procédures étudiées ici, et à la fin de celles-ci, trente ans plus tard, pour la construction du barrage du Sablier d'Argentat. L'amélioration est due à l'ajustement des procédures réglementaires et à la capacité d'organisation des notables et d'élus. Pour le Sablier d'Argentat, qui est nettement plus petit que les précédents ouvrages, seulement six

propriétés sont touchées et une seule maison est détruite. La forme du barrage a été étudiée pour épargner le hameau du Doustret, qui existe toujours. Le château du Gibanel perd 12 ha de propriété agricole, mais il reste debout au bord du lac en 1956 à la mise en eau. La famille qui l'achète aux de Combarel transforme les abords du château en camping.

Des indemnités équitables avec des procédures transparentes

- 28 On aura compris, d'après les descriptions précédentes, que les expropriations se sont déroulées à Tignes dans un défaut de transparence, de confiance et de dialogue, par l'absence de décisions claires concernant les indemnités et les infrastructures de réinstallation. Des tentatives de spéculation foncière par les agents chargés des expropriations sont rapportées : les populations locales parlent de « spoliation » (Bodon, p. 393). Trois ans après la mise en eau, des expropriés n'ont toujours pas été indemnisés, mais ils ont bien été obligés de partir par la force. Les réactions locales engendrent des opérations de sabotage, suivies d'opérations de maintien de l'ordre par l'envoi de bataillons de gardes-mobiles de Grenoble en été 1946. Les très mauvaises relations d'EDF avec les populations locales se sont traduites par l'occupation prématurée des terrains de la Chaudanne par les engins et les ouvriers d'EDF, dans la nuit du 11 au 12 mai 1948 (Bodon, p. 210). Ces effets dramatiques ont été relayés par la presse. Il demeure localement le souvenir amer de ces âpres luttes contre le barrage et contre la façon dont l'industriel a traité les populations à exproprier³. Cette expérience laisse le souvenir historique d'une opération globalement très mal menée, c'est un exemple de « mauvaise pratique ».

Indemniser au coût de remplacement

- 29 Un autre facteur touche profondément les expropriés, c'est l'application d'un « coefficient de vétusté » pour l'évaluation des bâtiments. Varaschin (2001) signale une étude qui « définit une valeur de reconstruction à neuf affectée d'un coefficient de vétusté variant de 0 (neuf ou en construction) à 90 (ruines) » (p. 72). Ce principe a été appliqué sur le barrage de l'Aigle, et il a persisté trente-cinq ans plus tard pour l'évaluation des indemnités à Salles-sur-Verdon pour la construction du barrage de Sainte-Croix⁴. Ce coefficient de vétusté détermine des indemnités d'expropriation qui entravent la possibilité de reconstruire ailleurs et il est contraire aux principes actuels.
- 30 On peut opposer l'expérience exemplaire des expropriés du barrage de Bort-les-Orgues, à l'opération simultanée des expropriations de Tignes. À Bort, les témoins sont aujourd'hui satisfaits des indemnités qui ont été négociées par le Groupement des Expropriés, mais ils regrettent encore la voie de chemin de fer vers Paris, ce qui laisse un sentiment de tromperie vis-à-vis de la démarche coopérative adoptée par les habitants. La troisième génération après l'expropriation exprime encore ce sentiment tenace.
- 31 Le traitement des expropriés de Savines a été correct, bien que l'on remarque quelques grèves au sujet des indemnités. Comparée à Tignes, « la politique égalitariste menée en matière d'indemnités a été plus efficace dans le cas de Serre-Ponçon, les offres y ont été plus généreuses, envisageant un plus grand éventail de dommages. La plupart des accords se sont réglés à l'amiable, assurant un pécule plus confortable aux agriculteurs

que dans le cas de Tignes où les affaires se sont majoritairement terminées devant la commission arbitrale » (Bodon, p. 402).

La vulnérabilité, l'indivision, l'attachement identitaire au terroir

- 32 Les exemples ci-dessus montrent une vulnérabilité particulière des populations paysannes dont l'identité est ancrée dans le terroir. Pour les villages engloutis par le barrage de l'Aigle, l'analyse des documents d'archives montre des occupants désorientés, incapables de se défendre face à une telle adversité. Ils/elles cherchent individuellement, avec l'appui de notaires, à obtenir des indemnités qui mettent des années à être payées. La question de l'indivision des terres et des logements pour les villages de Nauzenac et Port-Dieu (barrages de l'Aigle et de Bort) rend l'expropriation délicate à cause de l'identification du propriétaire à qui verser l'indemnité. Cette (ou ces) personnes vit (ou vivent) parfois à des centaines de kilomètres, en région parisienne, alors que la personne résidente est souvent une veuve. Elle est obligée de partir et perd ses attaches et son réseau de solidarité sociale. On compte 13 veuves parmi les 63 foyers expropriés à Port-Dieu. Les lettres des notaires témoignent de la complexité de ces situations. Le nombre et la répétition des lettres conservées aux archives montrent aussi la lenteur de la procédure d'indemnisation (Faure sous presse).
- 33 Cette question essentielle de l'indivision et de l'identification de la personne à qui remettre l'argent de l'indemnité reste encore mal traitée à l'échelle internationale comme en témoignent des opérations menées en Chine, Indonésie, Inde et à Madagascar (World Bank, 2004). Les analystes notent que des difficultés surviennent en cas de remplacement de la terre par une compensation en argent, lorsqu'elle est donnée à l'homme chef de ménage seul (Scudder, 2005, p. 31). Les autorités françaises se sont préoccupées d'un ajustement pour les personnes qui ne possèdent rien et ne profitent pas de la loi d'expropriation, en créant en 1950 une indemnité d'éviction personnelle (Varaschin, 2001, p. 87). Cette loi a été profitable aux expropriés de Savines plus qu'à ceux de Tignes (Bodon, 1997, p. 285). Sur un sujet équivalent, les normes internationales imposent la définition des « populations vulnérables ». Ces groupes de personnes sont définis relativement à chaque opération de déplacement, et elles incluent le plus souvent les personnes âgées et les femmes chefs de ménage, prioritairement lorsqu'elles ont des enfants en bas âge.
- 34 Bodon souligne la question de l'identité dans la relation entre le paysan et sa terre, pour les villages de Tignes et Ubaye, « un lien quasi mystique qui n'est pas rompu par l'émigration » (Bodon p. 401). Il en est de même pour tous les sites engloutis par le barrage de l'Aigle, et les villages de Miallet et de Port-Dieu pour le barrage de Bort. Elle souligne aussi la différence entre la tradition de migration « de maintien » à Tignes où le groupe de référence reste sur place et la migration « de rupture » à Savines. On conserve un bien foncier qui correspond à un enracinement identitaire. Alors que le village de Savines est synonyme de lieu de travail, celui de Tignes est le lieu de naissance. On pourrait aussi ajouter que l'on revient se faire enterrer dans le village d'enracinement identitaire. Cette distinction peut permettre de comprendre la charge émotionnelle que provoque le déplacement forcé pour les villages paysans à forte identité foncière. L'anthropologue rencontre souvent de tels attachements dans les sociétés autochtones, marqués par des mythes, le culte des ancêtres et des génies du territoire comme chez les Bissa avant le barrage de Bagré (Faure, 1996, p. 157 à 200). La

même identité se retrouve à Madagascar, où le lien culturel à la terre (tanindrazana) et aux tombeaux rend les opérations d'expropriation particulièrement délicates, beaucoup plus délicates que dans des villages connaissant des situations « de rupture ». Il est alors indispensable de bien préparer l'opération d'expropriation, en suivant les règles de l'art : établir des relations de confiance, par la transparence et l'équité sur le montant des indemnités d'expropriation et pour les compensations d'accompagnement. Il faut prévoir un système de traitement anticipé des plaintes et des conflits, d'une manière acceptable par les populations locales, par une démarche participative auprès de leurs représentants. L'équité et la transparence sont des principes qui permettent de réduire le sentiment d'injustice, même s'ils ne réduisent jamais le profond désarroi et le déracinement que ressentiront les personnes déplacées lorsque l'attachement identitaire au territoire est important.

La reconstitution des moyens d'existence

- 35 Les politiques internationales actuelles sur les déplacements forcés insistent sur l'importance de la reconstitution des moyens d'existence des populations, qu'elles soient propriétaires ou non (Scudder, 2005). Les Plans de Réinstallation incluent des programmes complexes de reconstruction des activités, avec la création d'emplois, l'appui au crédit, le soutien à l'acquisition d'équipement, les formations professionnelles et artisanales, et un système de suivi de l'efficacité des actions (SFI, 2002).
- 36 Il y a cinquante ou soixante ans en France, les autorités n'avaient pas une telle vision. On remarque cependant que les élus, locaux et nationaux, ainsi que les préfets, soulignent les incertitudes des habitants concernant la perte de leurs activités et de leurs emplois, à cause de la disparition des usines et de la perte de viabilité des exploitations agricoles. Mais les autorités chargées des décisions ont tendance à ne regarder que la perte des constructions et des bâtiments privés, en y ajoutant une vision assez simpliste de l'agriculture. EDF a néanmoins proposé aux montagnards de Tignes un programme de réinstallation des agriculteurs, une sorte de formule « terre contre terre » : le Projet de reclassement dans la Crau. Mais les agriculteurs n'ont pas tenté l'expérience, doutant de la viabilité du projet (Bodon, 1997, p. 392).
- 37 Dans une expérience de « bonne pratique » aujourd'hui, une très bonne base de données socio-économique inclut des données chiffrées et la description qualitative de tous les systèmes de production et de la diversité des moyens d'existence. Il est important que les autorités du projet comprennent, à partir de l'étude socio-économique, ce que font les populations à déplacer, quelles sont leurs valeurs et leurs modes de vie, y compris leurs stratégies de survie et leurs filets de sécurité en cas de problèmes (Scudder, 2005, p. 87). Un tel outil manquait partout à l'époque, et l'idée d'assurer un suivi restait limitée. Bodon note, p. 24, que « les responsables du Service de l'Équipement EDF ont, dans le cas de Tignes, effectué un suivi des familles ayant quitté la commune à la suite de la construction du barrage sur une durée de 3 ans, de 1953 à 1956 ». Il n'y a pas de documents de ce type pour Serre-Ponçon. Aucune source ne fournit d'information sur le sort des 133 expropriés du village entièrement submergé et non reconstruit d'Ubaye, ni sur leurs lieux de réinstallation, ni sur leur reconversion professionnelle, ni sur leur intégration sociale. Bodon effectue une estimation a posteriori de la situation des agriculteurs qui sont restés à Tignes et à

Savines, à partir des listes de recensement de population en 1954 et 1962 (Bodon, 1997, p. 414-420). On ne sait rien de ceux, largement majoritaires, qui ont quitté les lieux. Dans les normes internationales actuelles, un Plan de Réinstallation, avec un calendrier d'actions accompagné d'un budget, doivent être soumis par le gouvernement avant de recevoir l'accord de crédit des Banques internationales de développement.

- 38 Au-delà des considérations purement matérielles engendrées par les déplacements forcés, on remarque pour la plupart des sites que la mémoire revient sur des thèmes invariants et lyriques. On met en valeur la position héroïque des récalcitrants qui sont restés dans leur maison jusqu'au bout, malgré les coupures d'eau et d'électricité, bravant l'interdiction d'accès au site par la préfecture. Tous les témoins parlent avec émotion du dynamitage des maisons ou de leur destruction par les coups de butoirs des bulldozers. À ces solutions expéditives, on préfère la solution de l'immersion telle quelle, dont témoignent les habitats de Saint-Projet-le-Désert et du village de Nauzenac, engloutis dans la cuvette du barrage l'Aigle. Tous les nostalgiques de ces villages submergés se remémorent un paysage verdoyant, changeant avec les saisons et traversé par une rivière chantante. Tous déplorent sa transformation en un lac d'eau morte et silencieuse.

Héritage culturel et patrimoine sacré

- 39 Le patrimoine culturel inclut les lieux importants sur le plan rituel, les cimetières, les sanctuaires, les objets d'art et les monuments, les sites archéologiques, les sites de valeur religieuse ou historique. Actuellement, le Plan de Réinstallation documente toutes les mesures à prendre pour protéger, déplacer et rétablir le patrimoine culturel. Le déplacement d'objets culturels se fait en consultation avec les communautés (SFI, 2002).
- 40 Pour les quatre barrages étudiés ici, les choix techniques dont dépend la cote d'immersion ont permis le sauvetage de quatre éléments remarquables du patrimoine culturel, mais une expertise avisée aurait permis d'en sauver plus. La chapelle Saint Michel reste posée sur son îlot, juste au-dessus de la Cote de 780 m, le niveau maximal du Lac de Serre-Ponçon. Les trois autres œuvres architecturales sauvées sont sur le bord de la Dordogne, dans les départements de la Corrèze et du Cantal : le Château du Gibanel, une ancienne forteresse rebâtie au XVII^e siècle, a été épargné par le barrage du Sablier. EDF a aussi choisi d'épargner le Château de Val construit au XV^e siècle, une imposante forteresse aujourd'hui entourée d'eau sur trois faces, qui accueille 300 à 400 000 visiteurs par an. La vidange partielle décennale du barrage permet de retrouver sa position initiale de château féodal dominant toute la vallée. Le dernier site sauvegardé est la Chapelle des Manants ainsi que son presbytère, situés sur le promontoire rocheux du bourg de Port-Dieu (Faure, sous presse).
- 41 Le déplacement des cimetières et la reconstruction des lieux de culte faisaient partie des obligations de l'industriel pour la période d'après-guerre. EDF a donné aux familles la possibilité de choisir où elles souhaitaient emporter leurs défunts, a payé les frais d'exhumation, de déplacement, d'hébergement temporaire (par une entreprise de pompes funèbres à Tignes et Serre-Ponçon) et enfin, a construit les sites définitifs d'accueil à Ubaye, Savines, Tignes-les-Boisses et Confolent-Port-Dieu.
- 42 Le réservoir du barrage de l'Aigle a englouti l'église de Nauzenac, celle de Saint-Projet, et la chapelle des sœurs de Combe-Noire ; ce dernier bâtiment, rénové à la fin du XIX^e

siècle par le Père Serres, était à nouveau en ruines. Il a surtout submergé le Monastère de Saint-Projet-le-Désert, construit au XVe siècle par le Comte de Ventadour, avec le cloître et le couvent des sœurs, situé dans un paysage d'une beauté austère et saisissante. L'église et le couvent étaient encore actifs au moment de la mise en eau en 1945.

- 43 Le peu d'intérêt des autorités pour ces lieux culturels jugés insuffisamment fréquentés a eu pour conséquence l'engloutissement d'un ensemble patrimonial sacré remarquable dans la Vallée de la Dordogne. Les sanctuaires de cette vallée ont été considérés un par un, à l'occasion de la mise en eau de chaque barrage indépendamment des autres, et l'on a négligé une vue d'ensemble de l'héritage sacré de cette vallée.
- 44 Au moins une des abbayes (l'ancien monastère cistercien de Valette) aurait pu être sauvée en modifiant très peu le profil du barrage du Chastang, mis en eau en 1951, car les fondations sont visibles sur le bord du lac dès que les eaux baissent un peu. EDF a fait détruire les bâtiments pour éviter les accidents.
- 45 Pour éviter d'engloutir les autres sites de valeur architecturale, il aurait fallu organiser différemment le choix des emplacements et la hauteur des barrages. Lorsque l'on recense le nombre et la qualité des lieux de spiritualité engloutis sous les eaux des barrages de la Dordogne, on s'interroge sur la facilité avec laquelle ce patrimoine sacré d'un intérêt architectural non négligeable a été englouti. Les barrages de Marèges, le Chastang et l'Aigle ont englouti, en l'espace de vingt ans et sur soixante-dix kilomètres de gorges aménageables, trois ensembles sacrés d'importance notable (le monastère de Saint-Projet et les deux abbayes cisterciennes de Valette et Val Beneyte) et deux d'importance secondaire (Combe-Noire et Nauzenac). Les aménageurs ont reconstruit deux chapelles d'intérêt architectural médiocre, à Aynes et à Port-Dieu-Confolent.
- 46 L'existence de ce patrimoine culturel bâti ancien et religieux, dont une partie était encore actif au moment de l'immersion, pourrait aujourd'hui contraindre le concessionnaire à des aménagements différents. Cette partie de la Vallée de la Dordogne aurait pu être classée à cause de son paysage saisissant et de son passé historique remarquables. Des avis d'experts et un débat public auraient pu mener à la prise de mesures importantes, comme celles de modifier les choix techniques et la position des barrages, dans un meilleur respect de l'état des lieux social et historique.

Conclusion

- 47 La connaissance de l'expérience française des déplacements forcés causés par ces quatre barrages a une portée heuristique. Elle peut permettre d'améliorer la préparation de la construction actuelle des grands barrages, pour les cinq raisons suivantes. En premier, elle montre que la concertation avec les populations est essentielle pour prendre des décisions efficaces à long terme et qu'elle doit être entreprise le plus tôt possible. En second, on remarque l'importance qu'il y a à rétablir au plus tôt les voies de communication antérieures. Leur suppression ou l'ajournement de leur rétablissement entrave la reconstruction de l'économie et des relations sociétales locales. Les autorités françaises ont misé beaucoup trop tôt sur le développement du transport routier en remplacement du chemin de fer, ou elles ont minimisé l'importance de la circulation des biens et des personnes pour l'organisation de ces sociétés rurales. Troisièmement, on note que la diffusion d'une grille équitable des indemnités d'expropriation et autres compensations permet d'établir une relation

de confiance. Les indemnités seront suffisamment généreuses pour permettre un déplacement, une réinstallation, la reconstruction des logements et des activités dans de bonnes conditions. Quatrièmement, la reconstruction d'un village d'accueil, dont l'emplacement est annoncé le plus tôt possible, offre aux habitants du fond de la vallée une perspective réconfortante par la possibilité de s'installer à proximité de leur ancien lieu de résidence. Ils conserveront leur réseau de voisinage, ce qui est particulièrement utile pour les personnes vulnérables. Aujourd'hui, on ajoute à l'opération de réinstallation l'organisation d'un programme de développement, afin que les nouvelles communautés (intégrant les personnes déplacées, les communautés d'accueil et les récents immigrés attirés par les travaux) soient accompagnées pendant un certain nombre d'années pour assurer la durabilité de leur réajustement économique et social. De tels dispositifs de suivi et d'accompagnement n'existaient pas. On ignore comment les déplacés de ces expériences françaises, lorsqu'ils ont quitté les abords de leurs vallées englouties, ont réorganisé leur vie ailleurs. Cinquièmement, les normes actuelles imposées par les organisations internationales fournissent tous les éléments et les outils qui permettent, et auraient permis, de réduire l'immense traumatisme social que représente l'immersion d'une vallée par un grand barrage. Ces politiques sociales représentent une avancée remarquable du point de vue d'un développement durable et équitable.

- 48 Les exemples français montrent que les frustrations sont ressenties encore, soixante ans après, par les générations suivantes. La représentation sociale d'un barrage, son identité du point de vue humain, demeure à jamais négative lorsque les déplacements « involontaires » sont mal préparés et mal menés. Le regard de l'histoire donne une bonne raison de réussir le volet social de la construction d'un grand barrage.

BIBLIOGRAPHIE

- BODON V., 1997. – *La Modernité au Village. Étude comparée de l'aménagement des barrages de Tignes et de Serre-Ponçon, des années 1920 et à la fin des années 1950*. Doctoral these in History, Université Lumière Lyon II.
- BROKENSHA D., 1963. – « Volta Resettlement and Anthropological Research », *Human Organization*, vol. 22, n° 4, pp. 286-290.
- CERNEA M. (dir.), 1985. – *Putting People First. Sociological Variables in Rural Development*. Washington D.C., World Bank.
- CERNEA M., 1989. – *Involuntary Resettlement in Development Projects; Policy Guidelines in World Bank-Financed Projects*. Washington D.C., World Bank, Technical Document n° 80.
- CERNEA M., 2000. – « Risks, Safeguards and Reconstruction: a model for population displacement and resettlement », in M.M. Cernea and C. McDowell (dir.), *Risks and Reconstruction. Experiences of Resettlers and Refugees*. The World Bank.

- CERNEA M., 2001. – « Risques d'appauvrissement et développement : un modèle pour la réinstallation des populations déplacées ». In J-F. Baré (dir.) *L'évaluation des politiques de développement. Approches pluri-disciplinaires*. Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques ».
- CHAMBERS R. (dir.), 1970. – *The Volta Resettlement Experience*. London : Pall Mall Press, 286 p.
- FAURE A. – « Anthropologie des grands barrages et des infrastructures. Vingt ans d'expérience d'une anthropologue française ». HDR in preparation.
- FAURE A. (in collaboration with illustrator R. Gouvéia). – « Mémoires de la vie dans la Vallée de la Dordogne avant le Barrage de Bort-les-Orgues », *Revue ARKHEIA*, in press.
- FAURE A. – « Écouter les voix de la Vallée : les riverains des Gorges de la Dordogne face à la construction de cinq grands barrages ». In Blanc N., Bonin S., *Grands barrages et habitants*. Quae, in press.
- FAURE A., 1996. – *Le Pays Bissa avant le Barrage de Bagré*. Foreword by His Excellency A. Deschamps. Paris, SEPIA, 300 p.
- REYMOND J., 1997. – *Tignes, je me souviens... L'edelweiss*, 370 p.
- SCUDDER T., 1962. – *The Ecology of the Gwembe-Tonga*. Manchester, Manchester University Press for Rhodes-Livingstone Institute.
- SCUDDER T., 2005. – *The Future of Large Dams. Dealing with social, environmental, institutional and political costs*. London, Earthscan, 390 p.
- SFI, 2002. – *Manuel d'Élaboration de Plans d'action de Réinstallation*. Washington, 110 p.
- VARASCHIN D., 2001. – *Tignes. La naissance d'un géant*. Préface de Hervé Gaymard, Arras, Artois Presses Université, 232 p.
- WORLD BANK, 2004. – *Involuntary Resettlement Sourcebook. Planning and Implementation in Development Projects*. 470 p.
- WORLD COMMISSION ON DAMS, 2000. – *Dams and Development. A New Framework for Decision-Making*. The report of the World Commission on Dams, Earthscan Publications, 450 p.

NOTES

1. P. Nora (dir.), 1997. *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 3 vol.
2. Entretien A. Faure à Salles-sur-Verdon, auprès de Mr Lions, 21 Août 2006.
3. Entretien A. Faure à Tignes, auprès de l'écrivain et poète José Reymond, 4 Août 2002.
4. Entretien A. Faure à Salles-sur-Verdon, auprès de Mr Lions, 21 Août 2006.

RÉSUMÉS

Le recul du temps et les études historiques permettent de porter un regard a posteriori sur la façon dont les populations rurales françaises ont été déplacées pour la construction des grands barrages pendant et après la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, des normes internationales

sont imposées aux constructeurs par les gouvernements et les financeurs. En l'absence de ces normes sociales internationales, comment les déplacements se sont-ils passés ? Le regard est porté à partir des « politiques de sauvegarde » actuelles développées par la Banque Mondiale et la Banque Asiatique de Développement. Les études de cas rétrospectives partent des recherches menées dans les Alpes par Virginie Bodon sur Tignes et Serre-Ponçon pour sa thèse d'histoire (1999) ainsi que le livre de D. Varaschin sur Tignes. L'auteur utilise ses propres études sur les grands barrages de la Haute-Dordogne, menées dans les archives départementales et municipales, et les enquêtes directes auprès de témoins et de leurs enfants (1998-2005). L'expérience de l'auteur comme anthropologue pour la Banque Mondiale permet d'analyser les façons dont ces déplacements ont été menés en pratique. Ces déplacements contraints, appelés « involuntary resettlement » dans un concept euphémistique des discours du développement, prennent une importance de plus en plus notoire avec la crise internationale de l'énergie. Les barrages ont provoqué un débat international sur les impacts sociaux et environnementaux, relayé par la World Commission on Dams. À l'heure où les sources de financement sont à nouveau mobilisées pour accroître la construction de nouveaux barrages à travers le monde, il paraît utile de fournir des connaissances sur un pays qui était à l'époque l'un des plus innovateurs dans la construction de ces aménagements.

With the passage of time and insights from a number of historical studies it is now possible to take a look back at the way rural populations in France were displaced for the construction of large dams during and after the Second World War. Today, international standards relating to the social implications of dam development projects are imposed on dam builders by both governments and financing institutions. However, in the absence of these international social standards, how did population displacements take place in the past? This paper provides a retrospective look in the light of the current "protection policies" developed by the World Bank and the Asian Development Bank. Retrospective case studies are based on research conducted in the Alps by Virginie Bodon on Tignes and Serre-Ponçon for her doctoral thesis in history (1999) and on the book by D. Varaschin on Tignes. The author uses her own studies on the impact of the large dams of the Upper Dordogne, based on research conducted in departmental and municipal archives and on interviews with those who witnessed the implementation of displacement policies and with their children (1998-2005). The author draws on her experience as an anthropologist for the World Bank to analyse the ways in which these displacements were actually carried out. The forced displacements, euphemistically referred to as "involuntary resettlement" in discourses on development, took on increasing notoriety with the international energy crisis. The dams gave rise to an international debate on their social and environmental impacts, a debate continued by the World Commission on Dams. Today, when financing has again become available for the construction of new dams throughout the world, it seems opportune to provide some insights into the social implications of large dam development projects based on the experience of France, a country that has been, in many respects, one of the most innovative in the implementation of such projects.

INDEX

Mots-clés : grands barrages, déplacements de population, normes mondiales

Index géographique : Tignes, Serre-Ponçon, Dordogne

Keywords : large dams, population displacements, world standards

AUTEUR

ARMELLE FAURE

Anthropologue, consultante indépendante.

Armelle.Faure@wanadoo.fr